



## « Pour une alternative démocratique et progressiste »

Entretien avec un dirigeant politique palestinien

Par [Martine Hassoun](#)

Mondialisation.ca, 15 novembre 2006

[Pour la Palestine n°50](#) 15 novembre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

*Rabah Mhanna, membre du bureau politique du Front de Libération de la Palestine (FPLP), était en visite à Paris fin avril. Il a sévèrement critiqué la politique de l'Union européenne et celle des Etats-Unis à l'égard du nouveau gouvernement palestinien, dénonçant « des pressions inadmissibles, d'autant plus scandaleuses qu'elles dénie au peuple palestinien l'exercice des droits démocratiques fondamentaux alors que nous attendons toujours de l'Occident qu'il fasse respecter les résolutions internationales ». Rabah Mhanna est revenu sur les combats qui sont les siens, du droit légitime du peuple palestinien à recourir à la lutte armée pour défendre ses droits au combat du FPLP pour l'instauration d'un Etat laïque et démocratique sur toute la Palestine. « Quoique l'on pense du Hamas, ce parti a gagné la confiance des électeurs en affirmant son engagement dans la résistance et sa volonté de prendre à bras-le-corps les problèmes auxquels est confrontée la population », ajoute-t-il. Entretien avec un dirigeant politique palestinien vivant dans la bande de Gaza de 2006, confronté à la victoire politique d'un parti dont il ne peut partager que l'électorat.*

*PLP : De quelle manière le FPLP se situe-t-il face au nouveau gouvernement ?*

**Rabah Mhanna** : Nous avons refusé d'y participer, non que nous ayons des divergences indépassables avec le Hamas ; celles-ci sont réelles, notamment sur la nature du conflit qui nous oppose à Israël et la façon dont nous percevons l'avenir, sur la manière de résister, le projet de société, la question religieuse, la place et le rôle des femmes, la conception de la démocratie et de la justice sociale..., mais elles ne sont pas ce qui fait rupture. Ce qui est pour nous inacceptable, c'est le refus du Hamas de reconnaître l'OLP comme seule représentante légitime du peuple palestinien ; sur ce point, nous ne pouvons transiger. Pour le reste, jamais le Front populaire ne jouera le jeu auquel certains se livrent actuellement pour empêcher le Premier ministre de remplir la tâche qui est la sienne. Le nouveau gouvernement palestinien est légitime. Et, de même que nous nous sommes opposés aux pressions qui lui ont été faites de changer son agenda, nous continuerons à les combattre dans les semaines et les mois qui viennent. Si incompatibilités politiques il y a entre nous, elles ne justifient pas que nous transigions sur les principes démocratiques pour lesquels nous nous sommes toujours battus. Le résultat des élections qui se sont tenues en janvier en Cisjordanie et à Gaza doit être respecté et le nouveau gouvernement doit pouvoir travailler.

*PLP : Que signifie être marxiste, aujourd'hui, en Palestine ?*

**R. M.** : Etre marxiste, être de gauche aujourd'hui en Palestine, c'est se rattacher à cette tradition de luttes sociales et politiques que l'on retrouve partout dans le monde et dont les victoires récentes en Amérique latine nous rappellent toute l'actualité. C'est affirmer

l'importance de la démocratie et de la justice sociale, le droit à l'indépendance et à l'autodétermination des peuples, le droit au retour de tous les réfugiés. C'est analyser aussi ce qui se passe aujourd'hui au Proche-Orient, non comme un conflit dans lequel deux religions se feraient face, mais comme un élément de la confrontation qui oppose le système capitaliste mondialisé aux peuples du monde. Comprendre cela est capital, essentiel car cela permet de replacer la Palestine dans l'actualité du Proche et du Moyen-Orient, de cesser de prêter aux Etats-Unis la neutralité dont ils se parent pour défendre leurs intérêts et d'admettre que ce qui se passe en Palestine procède d'un projet raciste et colonial et doit être traité comme tel... Que ce soit clair : il n'y aura de solution en Palestine que par la fin de l'occupation, le retour des réfugiés et la reconnaissance des résolutions internationales. De quelque côté que je me tourne, je ne vois en Israël que des courants politiques qui nous considèrent comme des habitants de seconde zone. Certains, c'est vrai, espèrent aménager l'humiliation dont nous souffrons, se demandant jusqu'où l'on peut desserrer l'étau. Ce n'est pas de cela que nous voulons discuter. Le Front populaire revendique le droit des Palestiniens à vivre debout et à avoir un avenir. Ce droit est le nôtre, ne pas nous le reconnaître nous autorise à résister par les moyens que nous choisissons.

*PLP : Cette manière de voir est-elle partagée en Palestine ?*

**R. M.** : Je le pense très sincèrement. Et les raisons objectives ne manquent pas pour m'en convaincre. Parmi les partis de gauche, ne sommes-nous pas celui qui a fait le meilleur score ? Si nous avons pu commettre des erreurs, parmi lesquelles celle de ne pas avoir suffisamment investi le terrain de la résistance armée ou cette autre d'avoir trop longtemps délaissé le terrain social pour nous être concentrés sur la question politique, le résultat du dernier scrutin nous laisse à penser qu'il y a un avenir pour le développement d'une force démocratique et progressiste en Palestine et dans tout le monde arabe. Les questions économiques et sociales dont nous sommes porteurs sont aujourd'hui au coeur des préoccupations de la population palestinienne et les résultats des dernières élections le démontrent. Quoi que l'on pense du Hamas, ce parti a gagné la confiance des électeurs en affirmant son engagement dans la résistance et sa volonté de prendre à bras-le-corps les problèmes auxquels est confrontée la population. Bien sûr, ses solutions n'en sont pas. Elles sont même absurdes, comme ce programme qu'il développe sur le plan économique : comment les privatisations pour lesquelles milite cette organisation pourraient-elles résoudre les difficultés de développement et d'emploi auxquelles les Palestiniens sont confrontés ? Et il faudrait aussi aborder la question des femmes : ce n'est pas en enfermant les femmes à la maison que l'on confortera l'entraide qui nous permet de survivre. Restent les questions posées, et elles sont réelles.

Nous avons, nous, d'autres réponses à y apporter. Des réponses fondées sur une alternative démocratique et progressiste... Que beaucoup aient intérêt à confondre la lutte de libération avec un combat religieux est une évidence. Mais, nous, nous continuerons à nous battre pour rappeler qu'il en est tout autrement.

*PLP : Ce combat est-il partagé à Gaza, ce petit bout de terre dont on n'a en Europe qu'une vision caricaturale ?*

**R. M.** : La situation économique et démographique à Gaza est catastrophique. Nous vivons dans un état de sous-développement dont on peut difficilement imaginer les conséquences, ne serait-ce qu'à court et moyen termes. Malgré cela, les scores qui ont pu être réalisés ici par le Hamas n'ont pas été très différents de ceux de Ramallah ou de Bethléem, où la situation économique et sociale est fort différente, où la population chrétienne est beaucoup

plus importante. A Gaza comme en Cisjordanie, les Palestiniens ont réagi de la même façon, accordant leurs suffrages à un parti dont ils percevaient l'engagement dans la résistance et l'écoute aux plus défavorisés. A nous d'en tirer les conséquences et de nous donner les moyens d'une alternative.

*PLP : Ce que le FPLP attend de la solidarité internationale ?*

**R. M. :** Sortir de l'isolement, obtenir ce soutien politique qui nous manque pour la reconnaissance de nos droits fondamentaux à exister et à résister, à être un peuple comme tous les autres et non un peuple de seconde zone comme, en Israël, les plus bienveillants eux-mêmes continuent de nous considérer. C'est nous aider dans le processus de développement de progrès social dans lequel nous sommes engagés, de soutien aux catégories les plus pauvres de la population, aux jeunes, aux femmes. C'est cette solidarité qui nous permettra aussi de regagner l'écoute des Palestiniens. Contrairement au Hamas, nous ne disposons, nous, d'aucun soutien des régimes arabes, ni d'ailleurs de quelque autre pays. Nous ne pouvons compter que sur les forces progressistes pour briser le mur du silence dans lequel on nous enferme.

Propos recueillis par Martine Hassoun

La source originale de cet article est [Pour la Palestine n°50](#)  
Copyright © [Martine Hassoun](#), [Pour la Palestine n°50](#), 2006

---

Articles Par : [Martine Hassoun](#)

**Avis de non-responsabilité :** Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)